

Contre les 154 nouvelles suppressions d'emplois et le démantèlement de la DGFIP

Toutes et tous en audience collective le 18 janvier à 9h15

11 rue de la Banque - Métro : Bourse

Année après année, les politiques d'austérité conduisent au dépeçage du service public et en particulier de la DGFIP. Cette année, ce sont 1 591 emplois qui seront supprimés.

Avec 154 nouvelles suppressions d'emplois à la DRFiP Paris, l'année 2018 s'annonce toujours plus difficile pour les agentes et agents parisiens, les missions et la justice sociale. En 10 ans, plus de 1 300 emplois ont été supprimés à Paris.

Tous les grades, tous les services sont touchés !

La DGFIP telle que nous la connaissons aujourd'hui est menacée de disparition.

Ce gouvernement, comme les précédents, fait le choix d'une politique de réduction des dépenses publiques au nom de la maîtrise de la dette publique. La fraude et l'évasion fiscale représentent entre 60 et 80 milliards d'euros par an. Une véritable priorité à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale permettrait de combler le déficit public. Or, c'est l'inverse qui est mis en œuvre, les résultats du contrôle et du recouvrement sont à la baisse.

Sans oublier les fusions et les restructurations qui contribuent à une augmentation constante de la charge de travail et à la détérioration du service public de qualité et de proximité.

Sans oublier non plus, les attaques sur les missions d'accueil avec la mise en place de l'accueil personnalisé sur RDV pour « désintoxiquer » les usagers du guichet et afin de transformer la DGFIP en e-administration au mépris de l'égalité d'accès et de traitement.

Sans oublier la liquidation des services RH dans les départements (26 emplois à Paris).

Sans oublier la privatisation du stationnement décidé par la ville de Paris qui conduira à terme à la disparition de la TP Amendes 2.

Sans oublier les réformes du contrôle fiscal, du secteur public local, du secteur Etat, du cadastre...

Sans oublier le dynamitage de nos règles de gestion et de la promotion interne.

Le 18 janvier est convoqué un Comité Technique Local (CTL) sur la répartition des 154 nouvelles suppressions d'emplois. Solidaires, CGT et FO boycotteront cette instance et ont demandé une audience collective avec la présence des agentEs au directeur. Cette audience a été accordée.

Nous appelons l'ensemble des agentes et des agents à exprimer au Directeur, M Mariel, leur mécontentement et la réalité de leurs conditions de travail dès 9h 15 le 18 janvier (matinée couverte par une autorisation d'absence).

Toutes et tous à l'audience collective du 18 janvier, 11 rue de la Banque pour exprimer nos revendications :

- non aux suppressions d'emplois**
- non aux restructurations/fusions/réorganisations**
- non au dynamitage des règles de gestion**

C'est par l'action et la lutte que nous pourrons peser sur les choix et gagner sur nos revendications à la DGFIP.